

# COVID-19 : ACTUALITÉS DU MONDE VÉTÉRINAIRE

Nous vous partageons de belles initiatives et prises de position publiques de médecins vétérinaires du Québec dans le cadre de la pandémie de COVID-19.

## AQUAVIRTUEL : POUR BRISER L'ISOLEMENT ET FAVORISER LA COLLABORATION ENTRE LES AQUACULTEURS ET AQUACULTRICES DU QUÉBEC

Suivant l'initiative de la docteure Judith Farley (Clinicienne enseignante en aquaculture, Faculté de médecine vétérinaire de l'Université de Montréal), des rencontres virtuelles pour les producteurs aquacoles ont été mises sur pied en collaboration avec l'Association des Aquaculteurs du Québec (AAQ) et la Table Filière de l'Aquaculture en Eaux Douces du Québec (TFAEDQ). Ces rencontres du groupe Aquavirtuel ont pour objectif de briser l'isolement et de favoriser les échanges et la collaboration entre les aquaculteurs. La première rencontre, tenue le 16 avril 2020, s'est avérée un franc succès! Nous étions une vingtaine de personnes autour de notre « table virtuelle » et les discussions fort intéressantes se sont déroulées dans le plus grand respect et esprit collaboratif. Les aquaculteurs présents ont manifesté l'intérêt de se réunir à nouveau, nous tiendrons donc ce type de rencontre virtuelle de façon hebdomadaire. Nous en sommes très heureux et fiers.

La situation de crise sanitaire mondiale que nous vivons actuellement est unique et crée beaucoup d'incertitude,

d'inquiétude et d'anxiété chez nos producteurs. L'AAQ et la TFAEDQ sont très sensibles au bien-être psychologique des producteurs. Nous avons pris l'initiative de donner à chacun de nos aquaculteurs un espace respectueux et chaleureux afin de s'exprimer et de se sentir soutenus. À la lumière des commentaires que nous avons reçus, cette aide est très appréciée. De plus, la docteure Judith Farley de même que mesdames Isabelle Villemure, directrice générale de l'AAQ et Julie Roy, coordonnatrice de la TFAEDQ se sont rendues disponibles 24/24 par téléphone pour soutenir les producteurs en assurant la liaison entre leurs besoins et la ressource en bien-être psychologique appropriée.

Il est crucial en cette période exceptionnelle d'être présents pour nos producteurs. La détresse psychologique est un enjeu qui nous concerne tous. Plus que jamais, soyons solidaires et à l'écoute les uns des autres.

Source : Dre Judith Farley, m.v.

## OPINION COVID-19 ÉCOSYSTÈMES « UNE SEULE SANTÉ » POUR UN AVENIR DURABLE

Par Dre Cécile Aenishaenslin, m.v. et Dre Hélène Carabin, m.v., professeures à la Faculté de médecine vétérinaire de l'Université de Montréal. Texte publié dans le Journal La Presse, le 30 avril 2020.

### LA PANDÉMIE NOUS RAPPELLE À NOUVEAU QUE LA SANTÉ HUMAINE ET LA SANTÉ ANIMALE SONT INTERDÉPENDANTES

**S'il existe un consensus en lien avec la pandémie de COVID-19, c'est qu'un retour aux façons de faire d'avant n'est pas envisageable.**

En matière sanitaire, cette crise nous enseigne de façon douloureuse qu'il n'y a pas d'un côté la santé de la faune et la santé des animaux domestiques et de l'autre, la santé humaine. Il n'y a qu'une seule santé qui est celle des écosystèmes à l'échelle planétaire.

Ce concept d'« une seule santé » n'est pas nouveau. Il a pris corps au milieu des années 2000 peu après l'apparition en Chine d'un nouveau coronavirus, appelé SARS-CoV-1, responsable du SRAS, une maladie respiratoire aiguë chez l'humain qui s'est propagée dans 26 pays. Cette épidémie, à l'origine de la mort de 770 personnes, nous semble presque anecdotique par rapport à l'ampleur de la crise mondiale actuelle.

Une pandémie comme celle de la COVID-19, causée par le SARS-CoV-2, avait été anticipée par un grand nombre de chercheurs. Le SARS-CoV-2, comme le SARS-CoV-1, serait d'origine animale. En effet, le génome du virus s'apparente à celui d'autres

coronavirus que l'on trouve notamment chez certaines espèces de chauves-souris et chez le pangolin, un mammifère insectivore.

### LES ZOONOSES

Depuis toujours, animaux et humains partagent des environnements communs et échangent constamment des agents infectieux nombreux et variés, dont des virus, des bactéries et des parasites. On appelle zoonoses les maladies qui se transmettent ainsi de l'animal à l'humain.

On estime aujourd'hui qu'environ les trois quarts des maladies infectieuses émergentes et plus de 60 % de tous les agents infectieux qui touchent les populations humaines sont d'origine animale.

La fréquence d'émergence de nouvelles zoonoses semble augmenter à l'échelle de la planète. Pourquoi?

### DE L'ANIMAL À L'HUMAIN

Pour répondre à cette question, il faut examiner les facteurs qui facilitent l'adaptation des agents infectieux de l'animal à l'humain. Certains relèvent de la biologie, par exemple la capacité des agents infectieux à se transformer pour s'adapter à un nouvel hôte, et d'autres dépendent des changements, largement attribuables à l'activité humaine, qui touchent notre planète et nos sociétés et qui transforment les interactions entre les humains, les animaux et leur environnement.

De nombreuses activités humaines, dont l'urbanisation, la croissance démographique et l'intensification de l'agriculture, détruisent à une vitesse inquiétante les habitats naturels de millions d'espèces animales sur la planète. Les changements climatiques dérèglent les écosystèmes et altèrent la qualité des habitats qui deviennent plus ou moins propices à la survie de ces espèces.

Conséquemment, ces animaux se déplacent, ce qui augmente les occasions de contact avec l'humain qui s'approprie leurs territoires, favorisant la transmission d'agents infectieux entre animaux et humains.

La pandémie de COVID-19 nous rappelle à nouveau que la santé humaine et la santé animale sont interdépendantes et liées à

la santé des écosystèmes dans lesquels humains et animaux coexistent. Pour faire face à plusieurs défis, dont celui de la détection précoce des zoonoses, l'Université de Montréal forme, depuis 10 ans, une nouvelle génération de professionnels et de chercheurs qui seront en mesure d'appliquer l'approche « une seule santé ».

Appliquer cette approche sera essentiel pour comprendre puis promouvoir un équilibre durable entre la croissance des populations humaines, la santé, l'exploitation du territoire et la sauvegarde de notre planète. Voilà une leçon qui devra être impérativement tirée de la crise de la COVID-19 si nous voulons prévenir de nouvelles catastrophes qui pourraient être encore pires que celle que nous vivons actuellement.

## LA LUTTE CONTRE L'ANTIBIORÉSISTANCE ET LES LEÇONS DE LA PANDÉMIE

Dr Luc DesCôteaux, m.v., Dre Cécile Ferrouillet, m.v. et Jasmin Laroche  
Respectivement directeur, coordonnatrice principale et chargé de projet sur l'étude de faisabilité pour la mise en place d'un système de monitoring des antibiotiques chez les différentes espèces animales au Québec. Texte publié dans le journal Le Devoir, le 2 mai 2020.

Dans un article du *Globe and Mail* du 9 avril dernier, on apprenait que, malgré les nombreux rapports à sa disposition, le gouvernement du Canada a omis de se préparer adéquatement à la possibilité d'une pandémie. Ce n'est donc pas à cause d'une absence d'informations ou d'avertissements que le matériel médical a bien failli manquer pour de nombreuses provinces.

Or, depuis plusieurs années, des signaux d'alarme se font entendre concernant la menace que représente l'augmentation de la résistance aux antibiotiques. En 2014, le rapport O'Neill prévoyait déjà qu'en 2050 le nombre annuel de morts attribuables à la résistance aux antibiotiques à travers le monde (10 millions par année) serait supérieur au nombre de décès provoqués par le cancer (8,2 millions par année) si rien n'était fait.

Tout comme la pandémie de COVID-19, l'augmentation de la résistance aux antibiotiques a un impact sur les systèmes de soins et de santé et sur l'économie en plus d'affecter directement la santé des personnes. Selon un rapport du Conseil des académies canadiennes de 2019, l'antibiorésistance a eu un impact de 2 milliards de dollars sur le PIB canadien en 2018, et ce montant pourrait s'élever à 13 ou 21 milliards par année d'ici 2050 en fonction des scénarios d'augmentation de la résistance envisagés.

Cependant, comme pour les changements climatiques, le développement progressif des problèmes causés par l'antibiorésistance pourrait nuire aux actions prises pour faire face à cet enjeu.

En réponse aux questions des journalistes lors du point de presse du gouvernement Legault le 20 avril dernier, le Dr Horacio Arruda mentionnait que « les gouvernements vont être plus sensibles à investir en prévention ». Il tenait aussi à ajouter qu'« on va peut-être avoir une crise en lien avec la résistance aux antibiotiques, qui est une autre menace dont on parle depuis une éternité ». Il pense que le gouvernement du Québec « va avoir une bonne oreille en prévention au cours des prochaines semaines et des prochains mois ».

Pour lutter contre l'antibiorésistance, les représentants de la santé publique doivent travailler en étroite collaboration avec les représentants de la santé animale puisque les antibiotiques y sont aussi utilisés. Ce besoin de collaboration entre les services

de la santé publique et ceux de la santé animale a été reconnu par le gouvernement du Québec en 2018, lors de la présentation de son plan d'action interministériel 2017-2021, où les actions à prendre conjointement par le MSSS et le MAPAQ sont décrites.

Au Québec, comme cela a été souligné dans le dernier rapport de la vérificatrice générale, il n'existe pas encore de système permettant de surveiller l'utilisation et le développement de résistance aux antibiotiques chez les animaux. Toutefois, une étude de faisabilité est en cours à la Faculté de médecine vétérinaire de l'Université de Montréal pour évaluer les mesures à prendre dans le but de mettre en place un tel système.

La surveillance de l'utilisation des antibiotiques en santé animale a une importance majeure, puisqu'elle fait partie d'une stratégie intégrée de lutte et de prévention de l'augmentation de l'antibiorésistance chez les animaux et les humains. Il s'agit d'un premier pas vers des mesures de prévention qui pourraient, à terme, épargner des milliards de dollars en dépenses en santé à l'État québécois au cours des prochaines années.

Toutefois, étant donné les importantes dépenses du gouvernement du Québec pour répondre à la crise engendrée par la COVID-19 et la récession économique qui est prévue au cours des prochaines années, la tentation de sabrer les programmes de prévention sera forte et la lutte contre l'antibiorésistance ne fera pas exception. Déjà, les effets de la crise de la COVID-19 se font sentir sur les budgets accordés à l'étude de faisabilité pour la mise en place d'un système de surveillance de l'utilisation des antibiotiques en santé animale.

Il est donc possible que, malgré tous les avertissements et les informations soulignant la gravité de la crise de l'antibiorésistance à venir, les actions de prévention nécessaires ne soient pas mises en œuvre à temps dans la foulée des différentes priorisations et coupes budgétaires.

Faudra-t-il, encore une fois, attendre que la crise se concrétise avant d'agir? Ou bien des leçons auront-elles été tirées de la pandémie de COVID-19? Les décisions du gouvernement du Québec au cours des prochains mois et des prochaines années nous le diront.